



Mardi 5 novembre 2024

## Élections 2024 aux États-Unis À quoi faut-il s'attendre



La marche « Pas de votes pour le génocide » passe devant le Capitole à Washington le 2 novembre 2024.

- À quoi faut-il s'attendre
    - Quand il n'est plus possible de prédire
      - Les inquiétudes au sujet de l'irruption possible de violence
      - Tentatives infructueuses d'utiliser la représentation de Kamala Harris pour promouvoir une fausse conscience
    - Discussion à propos d'une guerre civile, d'ennemis intérieurs et de la montée de la résistance
      - Kathleen Chandler –
    - Les tentatives manifestes de bloquer la participation des tiers partis déshonorent encore plus la démocratie américaine
-

## Élections 2024 aux États-Unis

# À quoi faut-il s'attendre

Aujourd'hui, ce n'est pas seulement le prochain président des États-Unis qui sera élu, il y a aussi l'ensemble de la Chambre des représentants, composée de 435 membres, dont le mandat est de deux ans, et le tiers du Sénat. Le Sénat compte 100 membres, deux par État, qui sont élus pour un mandat de six ans. Le Sénat américain et la Chambre des représentants forment les deux chambres du Congrès.

Les élections locales et au niveau des États se tiennent également dans le cadre du scrutin du 5 novembre.

Les médias se livrent à d'amples spéculations sur qui, entre Kamala Harris et Donald Trump, remportera la présidence. Beaucoup donnent Kamala Harris gagnante, mais, en fait, rien n'est certain. Ce n'est pas le vote populaire qui détermine l'issue d'une élection aux États-Unis, c'est le verdict du collège électoral, où 270 voix sur 538 sont nécessaires pour remporter la victoire.

Selon le *New York Times News Service*, les sondages à la sortie des bureaux de vote « montrent que la course à la Maison-Blanche devient très serrée ».

« La course à la présidence des États-Unis semble se précipiter vers une fin de course serrée, la dernière série de sondages du *New York Times* et du Sienna College donnant à Kamala Harris une progression en Caroline du Nord et en Géorgie, alors que l'ancien président Donald Trump efface son avance en Pennsylvanie et maintient son avantage en Arizona », écrit le *NYT News Service*.

Selon ces sondages à la sortie, Kamala Harris est en tête de justesse dans le Nevada, la Caroline du Nord et le Wisconsin, tandis que Donald Trump est en tête en Arizona. La course est « serrée » dans le Michigan, la Géorgie et la Pennsylvanie. Les résultats de ces sept courses, considérées comme essentielles pour la victoire au collège électoral, « se situent dans la marge d'erreur d'échantillonnage », ce qui signifie qu'aucun des deux candidats n'a d'avance définitive dans l'une ou l'autre de ces courses.

Plus de 70 millions de personnes ont voté dans les États qui permettent le vote anticipé, soit la majorité d'entre eux. On estime que 40 % des électeurs inscrits « dans les États les plus disputés » ont déjà voté, selon le service de presse du *NYT*. Ce qui tient lieu de reportage comprend des spéculations sur de légères majorités pour Kamala Harris pour ceux qui ont déjà voté et de légères majorités pour Donald Trump pour ceux qui n'ont pas encore voté, et ainsi de suite.

Les spéculations portent également sur la question de savoir si les démocrates conserveront leur majorité de 51 au Sénat et les républicains leur majorité de 221-214 à la Chambre des représentants. La grande majorité des sénateurs en lice devraient être réélus. Neuf courses sont considérées comme importantes pour le Sénat et penchent en faveur des républicains.

Vingt-deux des 435 élections à des postes à la Chambre des représentants devraient être décisives. Les démocrates ont besoin d'un gain net de quatre sièges et d'aucune défaite pour obtenir la majorité à la Chambre des représentants.

Pour créer un peu d'enthousiasme, Harry Enten, rédacteur à CNN, a déclaré : « La Chambre pourrait passer du contrôle par les républicains au contrôle par les démocrates, tandis que le Sénat pourrait passer du contrôle des démocrates à celui des républicains. Si cela se produisait, ce serait la première fois en plus de 230 ans d'élections au Congrès que les deux chambres du Congrès changent de contrôle partisan dans la direction opposée. »

Quel que soit le résultat des élections au Sénat et à la Chambre des représentants, on peut s'attendre à ce que le Congrès reste aussi dysfonctionnel que jamais en raison des rivalités intenses entre factions et du fait que souvent les tractations entre factions ne donnent plus lieu à des trêves comme avant, même temporaires.



---

## Quand il n'est plus possible de prédire



Marche à Dearborn Michigan le 2 novembre 2024, exprimant la colère des Étatsuniens contre les candidats qui défendent la guerre, le génocide et l'impunité

Un des éléments qui affecte la capacité de prédire l'issue de l'élection présidentielle américaine en tant que course à deux partis est que les partis démocrate et républicain ne fonctionnent plus comme des partis politiques. Les cartels d'intérêts privés à l'oeuvre changent et modifient leurs alliances, tout comme les votes de leurs représentants au Congrès. Les factions se manifestent non seulement lors des élections, mais aussi lors des votes sur des projets de loi et à d'autres occasions entre les élections. L'énorme difficulté qu'a eue la Chambre des représentants à élire un président l'année dernière en est un exemple. L'absence d'un président a interrompu toute activité législative pendant trois semaines, jusqu'à ce qu'un accord soit finalement conclu au prix de nombreux compromis dont personne n'était satisfait.

Dans différents États, les cartels se sont organisés pour vaincre les représentants

élus qui se présentaient lors des primaires, souvent en ciblant ceux qui soutenaient la Palestine, ou qui ne s'inclinaient pas devant Donald Trump, ou qui refusaient d'être soudoyés d'une façon ou d'une autre.

Alors que dans le passé, les candidats avaient tendance à s'appuyer sur la machine du parti pour se faire élire, ce qui ressort davantage aujourd'hui, c'est que les candidats doivent générer leur propre machine. Par exemple, Barack Obama avait constitué sa propre « armée » de volontaires qui lui étaient directement redevables, plutôt que de répondre au parti démocrate. Il en va de même pour les deux candidats à l'élection présidentielle d'aujourd'hui.

Bien que les candidats individuels soient toujours redevables à leurs bailleurs de fonds privés, ils ne sont pas redevables à l'appareil du parti, mais à l'appareil construit autour d'eux. Ce sont leurs bailleurs de fonds privés qui génèrent la machinerie. Cela n'a rien à voir avec les partis politiques qui, à une époque, faisaient partie intégrante d'un système public visant à impliquer les citoyens dans le soutien du système de gouvernement de parti. Aujourd'hui, les intérêts privés étroits des oligopoles ont complètement usurpé le pouvoir de l'État. Ces intérêts privés étroits sélectionnent les candidats, fixent leur programme et décident du résultat.

Ainsi, pour prédire plus précisément le résultat d'une élection, il faut voir quels sont les problèmes auxquels la classe dirigeante américaine est confrontée à l'intérieur et à l'extérieur du pays, quel programme elle préconise et qui, selon elle, peut le mieux imposer ce programme à ses alliés comme à ses ennemis. L'anarchie et le chaos que l'« ordre fondé sur des règles » des États-Unis a créés tant sur le plan national qu'international et le fait que les cartels et les coalitions des oligopoles travaillent de tous les côtés à la fois, à la manière de riches joueurs de Las Vegas, font de la prédiction un jeu de hasard.

Les élections sont également un sujet sur lequel les joueurs peuvent parier, comme dans n'importe quelle course de chevaux, sauf que dans cette course-ci il est presque impossible de savoir au départ dans quel état se trouvent les chevaux.

Dans cette élection, un autre élément imprévisible est l'ampleur de la colère du peuple envers les candidats qui défendent la guerre, le génocide et l'impunité, et l'effet que sa résistance organisée aura sur le résultat de l'élection.



---

## **Les inquiétudes au sujet de l'irruption possible de violence**

Il y a beaucoup d'anxiété face à l'élection présidentielle aux États-Unis cette année, car les gens anticipent de la violence le jour des élections et dans les jours qui suivront. Déjà les États de Washington et du Nevada ont mis la Garde nationale

en état d'alerte et d'autres pourraient leur emboîter le pas. En 2022, 14 États ont mis la Garde nationale en état d'alerte. La plupart des États et des comtés prévoient une forte présence policière aux bureaux de scrutin, ce qui en soit sera intimidant pour les électeurs.

Donald Trump a promis d'avoir 200 000 partisans à différents bureaux de scrutin partout au pays. Il n'est pas clair combien d'entre eux seront de ses milices néonazies.

Il y a aussi une forte inquiétude parmi les dirigeants et le peuple quant à la possibilité de violence dans les jours suivant les élections et dans la période de novembre à janvier, lorsqu'aura lieu l'assermentation du président, y compris la possibilité d'une violence extrême et d'attaques racistes de l'État ciblant le peuple au nom de la loi et de l'ordre.

### **Les rumeurs au sujet d'ennemis et de représailles**

Les préoccupations au sujet de la violence sont alimentées par les rumeurs enclenchées par les partisans de Donald Trump au sujet de « l'ennemi intérieur » ou, par Kamala Harris qui prétend défendre la Constitution des « ennemis étrangers et domestiques ». Il est important de prêter attention à ce qui est dit et d'en apprécier la signification. Compte tenu du rôle clé joué par la bureaucratie militaire et civile dans la prévention et/ou le déclenchement d'une guerre civile, il est important d'apprécier comment elles s'alignent d'une façon ou d'une autre.

Une des principales raisons de l'échec de la tentative de coup d'État de Donald Trump en 2021 est qu'il n'avait pas l'appui suffisant des forces militaires ou civiles comme celles du vice-président Mike Pence et d'autres. Si Donald Trump perd cette élection, ce n'est pas clair s'il aura d'abord recours aux tribunaux, comme il l'avait fait en 2020, pour ensuite avoir recours à la violence, ou s'il aura recours à la violence dès le départ. Un autre facteur sera la position adoptée par les agences de police des États, des comtés et des villes.

Si Kamala Harris perd, elle a aussi dit qu'elle contestera l'intimidation des électeurs, le recomptage, etc. Le problème qui se pose pour les deux est que les tribunaux sont très discrédités et que leurs décisions seront peut-être rejetées, surtout par le peuple.

Les deux candidats se préparent aussi à riposter aux « ennemis » s'ils gagnent, bien que certains croient que Harris aura davantage recours à la réconciliation dans ses efforts pour unir la bureaucratie militaire et civile. Les semaines suivant l'élection, ainsi que l'assermentation, seront des moments critiques.

Joe Biden demeure au pouvoir du 5 novembre 2024 au 20 janvier 2025.



# **Tentatives infructueuses d'utiliser la représentation de Kamala Harris pour promouvoir une fausse conscience**

Malgré la promotion de Kamala Harris en tant que « femme issue d'une minorité et de parents immigrés », qui soutient les droits des femmes et la cause de la justice parce qu'elle est procureure de profession, la classe ouvrière et le peuple des États-Unis sont de plus en plus visiblement immunisés contre cette fausse conscience. La fausse conscience décrit l'incapacité d'une personne à reconnaître la réalité des structures sociales, politiques ou économiques de la société. Par exemple, on dit souvent que la classe ouvrière et le peuple des États-Unis sont incapables de reconnaître l'inégalité, l'exploitation et l'oppression et, s'ils le font, ils ne l'attribuent pas aux structures imposées par la Constitution américaine.

Mais la colère contre le génocide à Gaza, contre l'impunité du gouvernement et contre l'absence de moyens de demander des comptes au président et aux responsables locaux et nationaux est très grande et très répandue. Même si les élections signifient encore une fois que le changement demandé par la classe ouvrière et le peuple ne se matérialisera pas, ils ne se font pas d'illusions à ce sujet. Ils savent que la voie à suivre dépend d'eux, et non des représentants de la classe dirigeante, quelle que soit la rhétorique qu'ils utilisent pour prétendre représenter les demandes du peuple contre la guerre, le racisme, l'inégalité, l'exploitation et l'appauvrissement, la négligence et l'impunité. Leurs années de luttes intenses ont clairement révélé que c'est la classe ouvrière et les peuples, en renforçant leur résistance organisée, qui peuvent réaliser les changements nécessaires et souhaités.



---

## **Discussion à propos d'une guerre civile, d'ennemis intérieurs et de la montée de la résistance**

– *Kathleen Chandler* –

Kamala Harris et Donald Trump parlent tous deux des ennemis à l'intérieur du pays et de guerre civile. Compte tenu des intenses rivalités entre les factions dirigeantes en lice pour la présidence, ces propos reflètent l'inquiétude quant à l'échec probable d'une transition pacifique du pouvoir et le potentiel d'une guerre civile ouverte et violente à la suite de l'élection.

Bien que beaucoup parmi la classe dirigeante souhaitent désespérément éviter la guerre civile, et soutiennent Kamala Harris dans l'espoir qu'elle puisse préserver l'Union, ils ne peuvent prédire l'issue de l'élection. Les deux candidats jettent les bases pour attaquer à la fois les mouvements populaires et les responsables gouvernementaux afin de justifier les actions contre eux après l'élection.



La manifestation Marche « Non au génocide » de New York, 2 novembre 2024

Donald Trump a parlé à plusieurs reprises de « l'ennemi intérieur ». Il nomme à la fois les manifestants de la « gauche radicale », comme ceux qui ont manifesté contre les morts aux mains de la police, qui se comptent par millions, et les personnes associées à Kamala Harris.

Le 27 octobre, au Madison Square Garden de New York, faisant clairement référence à Joe Biden et Kamala Harris, Donald Trump a déclaré que « l'ennemi intérieur » nuit au pays avec « des politiques d'ouverture des frontières (et) une inflation record ». C'est à ce même rassemblement que des déclarations extrêmement racistes ont été faites sur Porto Rico, qu'on a qualifié de poubelle. Joe Biden a répondu que ce sont les partisans de Donald Trump qui sont des ordures, une déclaration qu'il a ensuite essayé de tempérer. Mais les deux candidats parlent des travailleurs non pas comme des êtres humains avec des droits mais comme étant jetables, pour reprendre les termes introduits par les deux campagnes, comme des déchets.

Les attaques contre Porto Rico servent également à cacher le fait que les Portoricains, qui sont citoyens américains, s'ils vivent à Porto Rico, ne sont pas autorisés à voter pour le président. Porto Rico n'a pas de représentation au Congrès et, contrairement au District de Columbia (Washington, DC), n'a pas non plus de voix au collège électoral.

Le 13 octobre, Donald Trump a déclaré à Maria Bartiromo, de *Fox News*, que le représentant américain Adam Schiff, de Californie, était « l'ennemi intérieur ». Adam Schiff a été le procureur principal de la première destitution contre Donald Trump lorsqu'il était président. Dans la même entrevue, interrogé sur la possibilité d'un chaos le jour des élections, Donald Trump a parlé de « très mauvaises personnes », de « fous de la gauche radicale » qui devraient être pris en charge si « nécessaire » par la Garde nationale ou même l'armée.

Le 6 octobre, lors de son rassemblement à Juneau, dans le Wisconsin, Donald Trump a déclaré : « Et d'ailleurs, l'ennemi intérieur, les fous que nous avons, les fascistes, les marxistes, les communistes, les gens qui dirigent le pays, car ce n'est pas elle, ce n'est pas Biden non plus, qui dirige le pays, et vous le savez tous. » Et il a ajouté : « Ces personnes sont plus dangereuses, l'ennemi intérieur, que la Russie, la Chine et d'autres. »

En mettant l'accent sur « l'ennemi intérieur », désignant ainsi à la fois les personnes qui s'organisent pour les droits et les représentants du gouvernement, et en répétant souvent que les élections de 2020 ont été volées, Donald Trump laisse également entendre que ceux qui sont associés à Kamala Harris sont également des ennemis. De cette manière, il jette les bases des représailles et de la violence contre eux. C'est particulièrement vrai pour les manifestants, qui doivent être réprimés non seulement par la police et la Garde nationale, mais aussi par l'armée active, comme il l'a dit.

En assimilant fascistes et communistes, il utilise la vieille méthode de la guerre froide pour dire que les deux sont identiques. C'est pour cacher la réalité que la classe ouvrière et le peuple américain se sont unis aux peuples du monde, y compris les communistes et les forces de résistance antifascistes contre les nazis allemands, les fascistes italiens et les militaristes japonais, et les ont vaincus avec beaucoup de sacrifices. Ils étaient unis à l'Union soviétique et ont applaudi ses victoires exceptionnelles dans les batailles de Stalingrad, de Moscou, de Koursk alors que l'Armée rouge soviétique combattait pratiquement seule.

C'est un moyen de discréditer la résistance organisée d'aujourd'hui tout en justifiant une répression accrue, notamment contre tous ceux qui s'opposent au génocide sur le territoire national des États-Unis et à l'étranger. Il ne fait aucun doute que, durant la période à venir, les dirigeants accuseront plus directement les gens d'antisémitisme, accusation qui a complètement échoué mais qui est utilisée de toute façon, et d'être des terroristes ou des agents d'États terroristes ou de puissances étrangères. Ces accusations sont utilisées contre tous ceux qui refusent d'accepter les crimes américains. Des efforts sont déjà faits pour emprisonner les communistes, les militants anti-guerre, anti-racistes et pro-Palestine ainsi que les opposants aux attaques et aux lois anti-migrants, anti-femmes et anti-LGBTQ2S+ et toutes les forces progressistes.

Il faut rappeler que l'expression « l'ennemi intérieur » a été utilisée précédemment par Joseph McCarthy et la Commission des activités anti-américaines de la Chambre des représentants pour qualifier de menaces et d'ennemis à punir les communistes, ceux qui leur étaient associés dans la lutte, ainsi que de nombreux syndicalistes progressistes, écrivains, acteurs, musiciens, personnalités de la télévision, producteurs de films, universitaires et organisateurs antifascistes. Nombre d'entre eux ont été licenciés, emprisonnés, mis sur liste des indésirables, ont perdu leur citoyenneté et ont vu leur vie détruite d'innombrables façons.

Avec toute cette promotion de « l'ennemi intérieur », Donald Trump jette les bases

d'une action de la présidence, qu'il soit élu ou non. Il défend également l'idée que le problème principal du pays n'est pas le dysfonctionnement des institutions et la violence des dirigeants, mais les personnes qui s'obstinent à lutter pour leurs droits. Quant à analyser la cause du dysfonctionnement dans l'ensemble des rapports entre les humains et les humains et la nature et ce qu'ils révèlent, c'est totalement hors de question.



New York, 2 Novembre 2024

En ce qui concerne Kamala Harris, il faut souligner que lorsqu'elle parle de défendre la Constitution contre des « ennemis étrangers et nationaux », c'est ce que le serment militaire exige. Sa campagne consiste essentiellement à dépeindre Donald Trump et ses partisans comme des ennemis et elle s'organise également pour s'opposer à « l'ennemi intérieur ». C'est la position de l'État américain lui-même, pas seulement de tel ou tel candidat aux élections. Cela se fait au nom de la « sécurité nationale » et de la défense des États-Unis contre les ennemis intérieurs et extérieurs.

Par exemple, en réponse à Donald Trump au sujet de « l'ennemi intérieur » et de l'utilisation de l'armée contre les manifestants, le président de National Security Leaders for America (NSL4A), le contre-amiral à la retraite Mike Smith, a dit que « la déclaration de M. Trump est anti-américaine et anathème pour le système qui a servi notre nation pendant deux siècles et demi ».

« Toute suggestion que la force militaire devrait être utilisée contre des rivaux politiques sape les processus démocratiques qui protègent la vie, la liberté et la poursuite du bonheur », a ajouté le contre-amiral. Se référant à la Constitution, il a ajouté que Donald Trump « ne respecte pas les principes démocratiques sur lesquels cette nation a été fondée ». Il a conclu en disant : « L'armée est une institution non partisane qui se consacre à la défense de la Constitution et à la protection de la nation contre les menaces extérieures. Utiliser l'armée pour des vendettas personnelles ou politiques éroderait l'indépendance de cette institution vitale et créerait un dangereux précédent, faisant écho aux tactiques des régimes autoritaires. »

Depuis 2021, la NSL4A s'efforce d'unir la bureaucratie militaire et civile en se présentant et en présentant l'armée comme un organisme « bipartisan » et préoccupé par la « sécurité nationale ». Elle vient de soutenir Kamala Harris, qui répète, comme le fait la NSL4A, que Donald Trump est « inapte à être commandant en chef » et qu'elle représentera les intérêts bipartisans.

Parlant des préoccupations des dirigeants en tant que classe en ce moment, le NSL4A a déclaré que Kamala Harris a « préservé un front uni pour soutenir la lutte de l'Ukraine contre l'agression russe. Elle comprend la réalité de la dissuasion militaire américaine, promettant de préserver le statut de l'armée américaine en tant que force la plus 'létale' au monde ».

L'utilisation de termes tels qu'autoritaire, anti-américain et tyran, comme Kamala Harris appelle Donald Trump, sont autant de moyens de dire qu'il est un ennemi de la Constitution qui doit être traité comme tel, y compris par l'armée.

Dans des conditions où les institutions existantes et leurs moyens de résoudre les conflits à l'exception de la guerre civile ont échoué, il est important d'examiner où s'alignent les bureaucraties militaire et civile. Des forces comme la NSL4A font partie de l'effort actuel pour unir les militaires derrière Kamala Harris dans l'espoir de préserver l'Union tout en se préparant à traiter avec toute personne qu'ils considèrent comme ne défendant pas la constitution, en particulier au sein du peuple. De cette manière, tant Donald Trump que Kamala Harris fournissent un moyen de justifier la violence, la répression et les attaques racistes dans la période qui suivra les élections.



Il est également vrai que les agences de renseignement interviennent à nouveau dans les élections, cette fois en soutenant Kamala Harris. Elles agitent le spectre d'un danger possible résultant d'une ingérence étrangère. Même si la dernière fois qu'elles ont agi de la sorte, lors de l'élection de Hillary Clinton contre Donald Trump, aucune preuve d'ingérence russe n'a jamais été trouvée, cette accusation est utilisée pour créer la peur au sujet d'« adversaires » déterminés à saper les États-Unis, afin de justifier les actions contre eux, qu'il s'agisse de la Russie, de la Chine, de l'Iran ou de tout autre pays.

Selon cette image, ce sont ces puissances étrangères qui sont responsables des « manifestations », et non les États-Unis eux-mêmes, y compris le génocide américano-sioniste et l'ensemble du processus électoral qui va à l'encontre des intérêts du peuple. Ce sont les peuples qui luttent pour leurs droits et les droits de tous qui sont toujours présentés comme ceux qui incitent à la violence, et non les agences d'État et les

forces de renseignement de la classe dirigeante américaine, opérant sur le territoire national et à l'étranger.

En lien avec les affirmations selon lesquelles des acteurs étrangers, en particulier la Russie, sont capables de « provoquer des manifestations », il y a l'effort de discréditer les manifestations elles-mêmes. Par exemple, il est de plus en plus courant d'entendre dire que les actions de soutien à la Palestine sont organisées par le Hamas, que les États-Unis ont déclaré être une organisation terroriste. De même, ceux qui s'opposent à la guerre par procuration des États-Unis en Ukraine, conçue pour écraser la Russie, sont appelés agents russes[1].



Manifestation dans la région de la baie de San Francisco, 2 novembre 2024

Cette insistance sur l'ingérence étrangère vise également à détourner l'attention du fait que les institutions existantes ne permettent pas d'organiser des élections « libres et équitables ». Les candidats ne sont pas choisis par le peuple et ne le représentent pas, comme le montrent les positions pro-guerre, pro-génocide, anti-sociales des deux principaux candidats à la présidence.

Personne ne croit que les élections américaines, notoirement truffées de corruption et l'objet de sommes d'argent colossales provenant d'intérêts privés, sont démocratiques. Elles sont conçues pour écarter le peuple, la majorité, du pouvoir et pour maintenir les riches au pouvoir. C'est là la source de la colère et du mécontentement de la population. Pour détourner l'attention du fait que les forces de l'establishment ne fournissent pas d'informations et d'analyses sur ces problèmes ou ne permettent pas de



discuter des solutions proposées par les peuples, ce spectre d'ingérence étrangère visant à saper les institutions démocratiques américaines est largement encouragé.

Les peuples sont parfaitement conscients que ces allégations d'ingérence étrangère sont dirigées contre eux et ne reculent pas. Ils n'acceptent pas les violations de leur conscience fondées sur le diktat selon lequel leur rôle est d'accepter les actions pro-guerre, racistes et anti-populaires de quiconque est élu.

L'unité est construite par le peuple dans l'action pour apporter des changements qui favorisent ses intérêts. Les actions de soutien à la Palestine persistent, tout comme les demandes d'embargo sur les armes à destination d'Israël pour mettre fin au génocide. Des webinaires, des tribunaux, des teach-ins et bien d'autres choses encore sont déjà prévus.

## Note

1. Voir également [LML Actualités, 4 novembre 2024](#)



---

# Les tentatives manifestes de bloquer la participation des tiers partis déshonorent encore plus la démocratie américaine

S'il est bien connu que le processus électoral aux États-Unis n'est pas conçu pour porter le peuple au pouvoir, on sait moins au Canada que les machines électorales des deux principaux candidats se donnent beaucoup de mal pour bloquer la participation des tiers partis. De nombreux obstacles rendent très difficile la participation des tiers partis et il est très difficile pour les candidats indépendants de figurer sur les bulletins de vote. Les dépenses exorbitantes, même pour les élections au niveau de l'État, sont également un obstacle majeur.

Les élections aux États-Unis sont également inéquitables et inégales, car elles se déroulent au niveau des États, avec des règles différentes pour chaque État en ce qui concerne l'inscription sur les listes électorales, l'enregistrement des partis, la mise en candidature et l'inscription sur les bulletins de vote, la collecte de fonds et l'établissement de rapports sur les fonds collectés, etc. En général, les règles sont conçues à l'avantage de la machinerie cartellisée et servent surtout à écarter les petits partis et les travailleurs. Les modifications apportées à ces lois favorisent de plus en plus les partis cartellisés. Les États du Sud ont longtemps rendu difficile le simple fait de s'inscrire sur les listes électorales et cela continue, souvent sur une base raciste quand l'objectif est d'empêcher les Noirs de voter. De même, la délimitation des circonscriptions électorales et d'autres interventions dans la législation et le processus d'inscription sont utilisées pour favoriser certains candidats et en exclure d'autres.

Au niveau des États, le secrétaire d'État contrôle les listes électorales et peut radier arbitrairement des personnes, comme cela s'est produit en Virginie et en Alabama cette année où, sous prétexte qu'ils n'étaient pas citoyens, des centaines d'électeurs ont été radiés. En plus de fausser le résultat du vote, cette mesure s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour attiser la peur et la colère à l'égard des immigrants, qualifiés d'illégaux, de fraudeurs, de menteurs, de tricheurs, etc.



Bannière en appui aux droits de vote lors de la marche des pauvres à Washington, le 21 juin 2021

Des lois sont également adoptées pour empêcher la participation de tiers partis. À New York, par exemple, alors qu'il y a normalement plusieurs autres partis sur le bulletin de vote, comme le Parti vert, le Parti conservateur et le Parti libertaire, il n'y en a aucun cette année. New York est un État où le candidat démocrate à la présidence l'emporte. Le fait d'exclure les petits partis du scrutin n'a donc rien à voir avec la « peur » des démocrates de perdre. Il s'agit de s'assurer qu'aucune autre voix que celle des cartels n'est autorisée.

Pour être admis sur le bulletin de vote à New York, il faut recueillir 45 000 signatures valides d'électeurs inscrits dans un délai de six semaines, dont au moins 500, ou 1 %, des électeurs inscrits provenant d'au moins la moitié des circonscriptions du Congrès de l'État. Le Parti vert a réussi à obtenir 46 000 signatures. Celles-ci ont ensuite été contestées par la machinerie du cartel, qui a déclaré qu'il y avait moins de 45 000 signatures valides. En conséquence, Dre Jill Stein, la candidate présidentielle du Parti vert, a été écartée du scrutin.

Les candidats en dehors du Parti républicain et du Parti démocrate qui pourraient être sur le bulletin de vote présidentiel dans certains États comprennent Jill Stein pour le Parti vert, Cornell West, indépendant, Chase Oliver pour le Parti libertaire et Claudia De La Cruz pour le Parti pour le socialisme et la libération. Robert Kennedy fils, qui a suspendu sa candidature pour rejoindre la campagne de Donald Trump, pourrait néanmoins figurer sur le bulletin de vote dans certains États.

Parmi les petits partis qui se présentent, les Verts figurent sur les bulletins de vote dans un plus grand nombre d'États et sont donc souvent confrontés au poids des attaques de la machinerie du cartel. On estime à 500 000 dollars la valeur des publicités numériques diffusées contre eux dans le Michigan, la Pennsylvanie et le Wisconsin, considérés comme des États clés pour Kamala Harris. Dans l'Ohio, le cartel a intenté une action en justice pour s'assurer que les votes exprimés en faveur de Jill Stein ne soient pas comptabilisés, bien qu'elle soit inscrite sur le bulletin de vote. Dans le Nevada, ils ont intenté un procès pour l'exclure du scrutin, en invoquant à nouveau la validité des signatures.

Outre le fait qu'elles garantissent l'exclusion des Verts, ces actions en justice sont coûteuses et prennent beaucoup de temps. Dans chaque État, le bulletin de vote est différent et, par conséquent, les personnes pour lesquelles les électeurs peuvent voter sont également différentes. Il en va de même pour les règles relatives à des questions telles que l'autorisation et la comptabilisation des votes par correspondance. Dans certains États, seuls Trump et Harris figureront sur le bulletin de vote ; dans d'autres, il y aura plusieurs candidats.

Les règles du vote varient également. Il s'agit notamment des règles d'inscription sur les listes électorales, puis des exigences en matière de pièces d'identité le jour du vote. Dans l'Oregon et l'État de Washington, tous les votes se font par correspondance. La plupart des autres États combinent le vote par correspondance, le vote anticipé et le vote le jour de l'élection. Tous ces éléments ont une incidence sur la rapidité avec laquelle les votes sont comptabilisés le jour de l'élection et sont autant d'éléments qui permettent de contester les résultats devant les tribunaux après le jour de l'élection.

Sachant qu'il est possible pour un candidat d'obtenir la majorité du vote populaire tout en perdant le vote du collège électoral, comme l'a fait Hillary Clinton lorsqu'elle s'est présentée contre Trump lors de l'élection de 2016, une autre caractéristique de l'inégalité est qu'une poignée d'États, et généralement pas les plus peuplés comme New York, la Californie et le Texas, jouent un rôle décisif dans la détermination du vote au sein du collège électoral. Cela signifie que les électeurs des autres États sont tenus à l'écart des campagnes et que leur voix est considérée comme insignifiante. Cette année, sept États sont considérés comme des États clés qui détermineront l'issue du vote : l'Arizona, la Géorgie, le Michigan, le Nevada, la Caroline du Nord, la Pennsylvanie et le Wisconsin.

Il y a au total 538 votes au collège électoral et 270 sont nécessaires pour gagner. Chaque État obtient le même nombre que sa délégation au Congrès, Chambre et Sénat confondus. Washington DC en obtient trois, Porto Rico aucun.



